

hebdomadaire

n° 3041 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT, SERVICES PUBLICS LES URGENCES DE LA RENTRÉE

Chômage en hausse et salaires à la peine: il n'y a pas eu d'état de grâce pour les salariés. Pour FO, la priorité est de changer de logique économique. (lire pages 4, 6 et 7).

AGIR événements

Le gouvernement a annoncé la création d'un nouveau dispositif, destiné à 150 000 jeunes chômeurs de moins de 25 ans issus des zones urbaines sensibles.

Lire page 2

Le prix de l'essence à la pompe ne baissera au plus que de six centimes par litre. Et encore, si les pétroliers le veulent bien...

Lire page 3

Le collectif budgétaire voté cet été par le Parlement annule une bonne partie des mesures fiscales du précédent quinquennat.

Lire page 5

Les dirigeants des pays de la zone euro multiplient les conciliabules et les politiques d'austérité.

Lire page 8

RENTRÉE: TROIS DOSSIERS DÉTERMINANTS

Lire l'éditorial page 4

DOSSIER pages centrales

C'est la rentrée.
Mais la crise économique a modifié notre façon de prendre des vacances.

RESPIRER culture

La rentrée est aussi littéraire avec plus de 600 romans en quelques semaines. Dont ceux d'Amin Maalouf, de Gérard Mordillat et de Toni Morrison.

Lire page 16

MONTRER enquête

Salaires, temps de travail, égalité professionnelle. Branche, entreprise, interpro... Quel bilan pour la négociation collective en 2011?

Lire pages 17 à 19

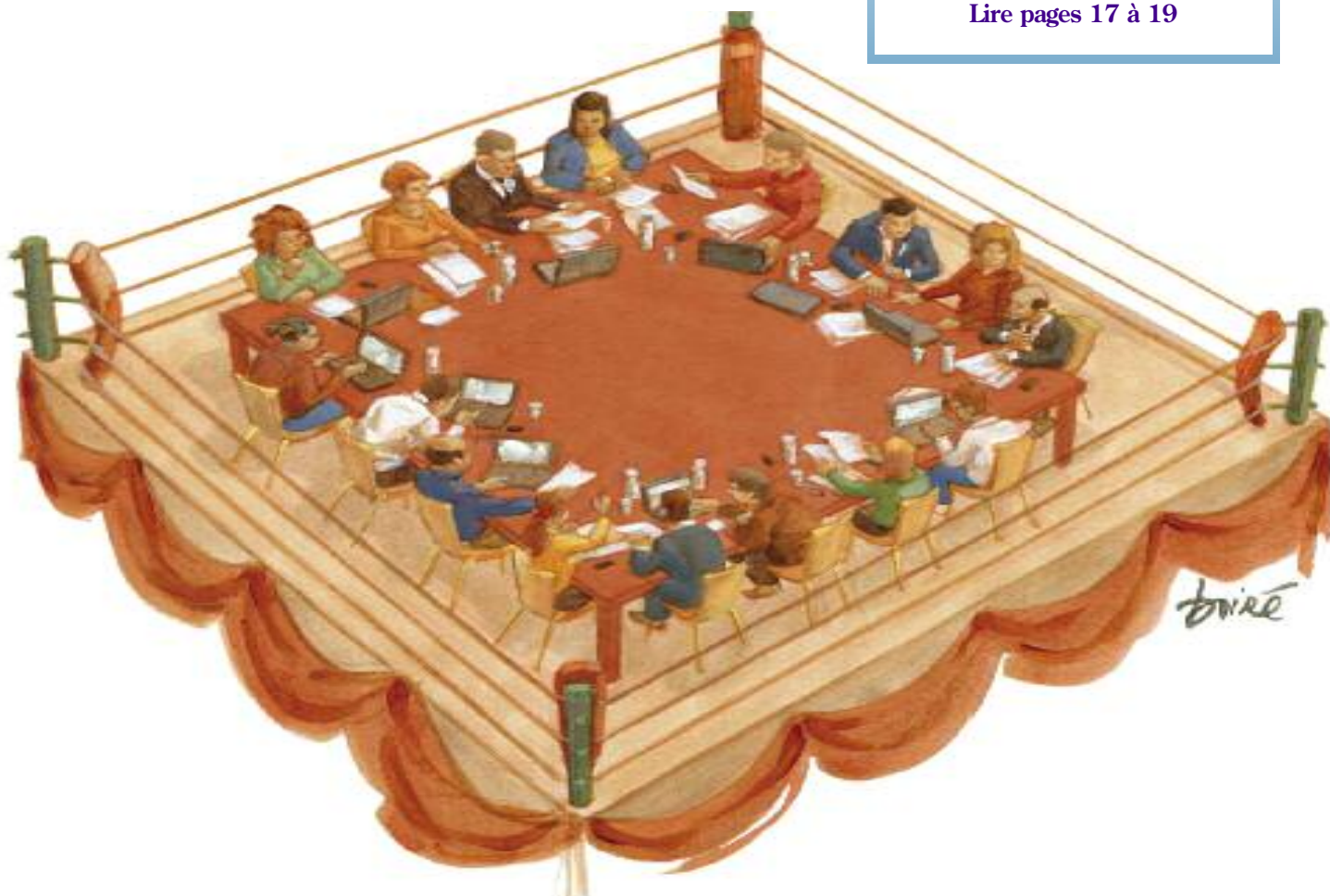


Illustration: J.-L. Boiré



Éditorial de Jean-Claude Mailly

RENTRÉE: TROIS DOSSIERS DÉTERMINANTS

Après un collectif budgétaire au début de l'été qui allait plutôt dans le bon sens en rééquilibrant notamment certaines dispositions fiscales, les choses se gâtent en cette rentrée 2012.

L'Europe est en récession, le chômage y augmente

partout, les pays qui ont le plus imposé l'austérité (Grèce, Espagne, Italie, Portugal par exemple) sont les plus percutés.

En France le chômage s'accroît, le nombre de trois millions de personnes est officiellement atteint, les fins de CDD, d'intérim et les plans sociaux sont là.

Dans les mesures prises par le gouvernement, au-delà des emplois d'avenir et des contrats de génération, trois dossiers sont déterminants en cette rentrée.

Le premier est le dossier européen, avec le traité dit TSCG, qui doit être débattu au Parlement. Force Ouvrière, comme d'ailleurs la Confédération européenne des syndicats, confirme son opposition à un traité marqué par l'orthodoxie budgétaire et monétaire libérale, qui veut inscrire dans le marbre l'austérité.

Dans une telle logique, comme on le voit déjà, les marges de manœuvre qui restent visent à remettre en cause les services publics, les régimes sociaux, le droit du travail. La rigidité économique libérale s'affronte à la république sociale.

Force Ouvrière, comme nous l'expliquons depuis plusieurs mois, s'adressera aux parlementaires pour leur demander de ne pas ratifier ce texte.

Le second est une négociation sur l'emploi. Alors qu'à l'issue de la conférence sociale le Premier ministre avait retoqué les accords compétitivité-emploi, ils semblent revenir sous la pression du patronat et l'acquiescement de la CFDT.

Le Secrétaire général de la CFDT, qui s'inscrit dans l'inéluctabilité du système et pour qui il ne doit y avoir qu'une logique économique possible (celle en vigueur) qu'on ne peut qu'adopter, endosse les thèmes de l'adaptabilité ou de l'allègement du coût du travail.

Ce que veut le patronat, c'est supprimer la possibilité pour un salarié de s'opposer à une modification substantielle de son contrat de travail –ce qui peut conduire à un licenciement économique. Et surtout, si au moins 10 salariés s'y opposent, c'est l'obligation de mettre en place un

plan social avec toutes les obligations qui en découlent.

C'est cela que nous n'acceptons pas. Quand une entreprise a réellement des difficultés, nos syndicats peuvent négocier –et nous les soutenons– des accords prévoyant, par exemple, une modération des salaires contre un maintien de l'emploi. Mais nous ne voulons pas que les dispositions précitées disparaissent car c'est une arme en moins dans les négociations.

C'est une question de cohérence entre nos positions et analyses économiques et sociales. On ne sortira pas de la crise en flexibilisant le droit du travail ou en le précarisant davantage.

Enfin, les inquiétudes demeurent lourdes sur l'avenir du service public. Si la méthode RGPP semble abandonnée, ce n'est pas le cas pour ses finalités.

En la matière, on a de plus en plus le sentiment que la distinction s'apparente à celle existant entre Coca et Pepsi.

Il va donc falloir confirmer nos positions et revendications en gardant l'essentiel et en prenant garde à ce qu'un dialogue social normal ne se transforme pas en réunionite anesthésiante.

S O M M A I R E

AGIR

Page 2

Emplois d'avenir: un dispositif et des interrogations.
Emplois «d'avenir professeur»: enseignant de droit privé.

Page 3

Pouvoir d'achat: la baisse en trompe l'œil du prix de l'essence.
Urgence: les fonctionnaires FO interpellent le gouvernement.

Page 4

Rentrée: trois dossiers déterminants, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Collectif budgétaire: le gouvernement fait rentrer 3,7 milliards dans les caisses de l'État.
Épargne: À qui profite l'augmentation du plafond du livret A?

Page 6

Agroalimentaire: Doux dépecé pendant l'été.
Grande distribution: Carrefour: la direction confirme la suppression de 500 à 600 postes.

Page 7

Peugeot: en attendant les expertises.
Gaz: FO s'oppose au lâchage de TIGF par Total.

Page 8

Austérité: pas de trêve estivale en zone euro.

Page 9

Gériatrie: grève illimitée à Chartres.
Emploi: l'État ira-t-il au charbon pour la SNET?

SAVOIR

Page 13

Le chiffre de la semaine.
Les chiffres utiles.
Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 15

Le droit au repos et aux vacances:
Les congés payés.
Parution > La rédaction vous signale.
Voix de presse:
Chômage: le gouvernement va devoir s'employer.

Page 16

Une sélection de livres.

Cinéma:

Avoir 20 ans dans les Aurès,
Quarante ans après.

MONTRER

Pages 17 à 19

Le [vrai] bilan
de la négociation collective en 2011.

/ DOSSIER

Pages 10 et 11

Les vacances à l'heure de la crise.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par
01 40 52.

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 3^e trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

GÉRIATRIE

Grève illimitée à Chartres

Ils sont en grève illimitée depuis le 22 août à l'appel de Force Ouvrière: les personnels du service de soins et de réadaptation gériatrique de l'Hôtel-Dieu de Chartres dénoncent le manque de matériel et le sous-effectif.

En déménageant vers le site de l'Hôtel-Dieu en octobre 2009, le service de soins et de réadaptation gériatrique du centre hospitalier de Chartres a quasiment doublé ses capacités, passant de 50 à 80 lits, sans que les effectifs et les moyens matériels suivent. Selon une circulaire ministérielle, une unité de soins de suite – 20 lits – doit pouvoir disposer d'une équipe pluridisciplinaire composée d'un médecin gériatre à temps plein, de huit postes équivalents temps plein d'infirmiers et de douze postes d'aides-soignants –sans compter des heures de kinésithérapeute, ergothérapeute, psychologue, diététicien, assistant social... À Chartres on en est loin, puisque le syndicat FO estime qu'il manque au moins dix-huit postes à temps plein d'infirmiers et quatorze d'aides-soignants. «Les services de soins et de réadaptation gériatrique sont aussi tenus de disposer de locaux et d'équipements adaptés aux patients âgés présentant une dépendance physique ou psychique», indique FO, qui signale notamment que le service ne dispose

que de deux chaises percées pour 43 personnes ayant besoin de ce type de matériel et d'un seul thermomètre pour 80 patients.

MANQUE D'ÉQUIPEMENT ADAPTÉ

«En raison du manque de tables à hauteur variable et de chaises adaptées à une population âgée et peu ou pas mobile, les agents font manger les patients sur un bureau accolé aux armoires», témoigne un agent qui a souhaité garder l'anonymat. «Il n'est pas possible de se positionner devant les malades pour les aider à manger et les malades sont assis sur une chaise avec des accoudoirs inconfortables dont ils peuvent tomber à tout moment.» «Pour faire manger les personnes alitées, faute de table adaptable, on se sert de la petite table de nuit normalement réservée aux effets personnels du malade», ajoute une autre salariée, «on utilise aussi cette même table de nuit pour faire les toilettes et poser les bassines et le nécessaire de toilette des-

sus». Évoquant un patient victime d'un AVC et transféré du service de neurologie vers celui de soins de suite, une aide-soignante relate: «À l'arrivée du patient, l'infirmière constate qu'on doit lui administrer de la morphine via une pompe spécifique. Problème, le service n'a pas de pompe à morphine.»

«Nous demandons simplement l'application des recommandations ministérielles en matière d'effectifs infirmier et aide-soignant dans les services de soins et de réadaptation», indique Arnault Pionnier, responsable départemental FO-Santé en Eure-et-Loir.

Alors que le dialogue ne passe pas avec la direction, le syndicat FO devait être reçu à l'Agence régionale de santé (ARS) le 3 septembre. Il devait aussi faire partie d'une délégation syndicale reçue le même jour par le préfet. En espérant un dénouement rapide à une situation de crise qui perdure. Sans quoi le syndicat et sa fédération iront frapper à la porte du ministère de la Santé.

CLINIQUES FORFAIT ILLICITE FACTURÉ PAR CERTAINES D'ENTRE ELLES

La Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAMTS) a demandé au groupe Vitalia, deuxième groupe de cliniques privées en France, de cesser de facturer systématiquement à ses clients un forfait administratif de neuf euros, destiné à couvrir diverses prestations administratives. Dans un courrier, l'assurance-maladie adresse au groupe un rappel à la loi et lui demande de mettre un terme à «cette pratique illicite». «Ce forfait administratif est facultatif [...], ce n'est pas un moyen pour nous de gagner de l'argent mais d'éviter d'en perdre», a affirmé à l'AFP Xavier Boutin, directeur adjoint de Vitalia, «dès lors qu'il est facultatif, ce forfait est légal et nous préparons une réponse juridique» à la CNAMTS.

GOUVERNEMENT-SYNDICATS

PROCHAINE CONCERTATION SUR L'HÔPITAL

Alors que le ministère des Affaires sociales et de la Santé a annoncé cet été sa volonté de lancer des concertations sur un «pacte de confiance» à l'hôpital, la Fédération FO de la Santé rappelle que «les hospitaliers attendent du concret», notamment en termes de conditions de travail, de moyens, d'effectifs et de service public. Elle s'interroge aussi sur les conditions de cette concertation. Une première réunion entre le ministère et les fédérations syndicales devait avoir lieu le 5 septembre.

EMPLOI

L'État ira-t-il au charbon pour la SNET?



À l'initiative de FO, les syndicats de la SNET ont été reçus le 28 août au cabinet du ministère du Redressement Productif pour plaider la cause des 535 salariés dont l'emploi est menacé par le projet de fermeture de cinq unités de production d'électricité au charbon*. Le groupe énergétique allemand E.ON, propriétaire de la SNET, s'entête à vouloir fermer ces unités qu'une

PME française, Sparkling Capital, se dit prête à reprendre. Cette société, qui exploite sept gisements de charbon en Indonésie, se fait fort d'investir 365 millions tout en préservant l'intégralité des emplois menacés. Trop beau pour être vrai? «Nous avons demandé au ministère une expertise technique indépendante sur la viabilité, ou pas, du projet Sparkling», explique Jean-Pierre

Damm, secrétaire fédéral FO Énergie et Mines. «Réponse évasive du représentant ministériel qui fait la fine bouche sur notre demande. Pourquoi? Le gouvernement a bien missionné un expert sur l'avenir du site Arcelor-Mittal de Florange alors qu'il n'y a pas de repreneur sur les rangs! Par ailleurs, à chaque fois que la SNET a été rachetée, en 2004, puis 2008, les pouvoirs publics ont nommé un expert. Pourquoi pas cette fois?», s'interroge Jean-Pierre Damm, ajoutant que le cabinet de M. Montebourg s'est défaussé sur son homologue de l'Écologie et de l'Énergie. FO lui a aussitôt adressé un courrier demandant en substance l'ingérence de l'État pour sauver les emplois.

LE MINISTÈRE FAIT LA FINE BOUCHE

«Nous avons le sentiment d'être le jouet d'un poker menteur où, d'un côté, E.ON bloque l'offre de

Sparkling au motif qu'elle n'est pas assez détaillée et, de l'autre, Sparkling se plaint qu'E.ON ne lui répond pas, l'empêchant de faire une offre engageante». À ce petit jeu, 535 salariés risquent leur emploi. L'autre risque est d'intérêt général. En fermant ses unités françaises, E.ON assèche la production d'énergie de pointe dans l'Hexagone qui, en cas de besoin, pourrait importer de l'électricité produite au charbon dans les centrales d'E.ON, en Allemagne par exemple, à des tarifs beaucoup plus chers! Un argument de poids propre à convaincre un gouvernement, comme cet autre: ce sont les centrales thermiques qui, en février dernier, ont évité un black-out lorsque la consommation d'électricité a explosé.

*Quatre centrales sont concernées: Saint-Avold (Moselle), Hornaing (Nord), Monceau-les-Mines (Saône-et-Loire) et Gardanne (Bouches-du-Rhône).

FO Colloque
Force Ouvrière

Économie sociale

«L'Économie sociale au péril du désengagement de la puissance publique et de la tentation du modèle capitalistique»

Les tables rondes seront animées par **Patrick Lelong**, journaliste à *France Info*.

Mardi 25 septembre de 9h à 17h au siège de la Confédération: 141, avenue du Maine, Paris 14^e, salle Léon-Jouhaux.

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} juillet 2012:
9,40 euros l'heure,
soit **1 425,67 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique
depuis le 1^{er} janvier 2012:
1 398,35 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012:
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux
personnes âgées (ASPA)
(anciennement «Minimum vieillesse»).

Au 1^{er} avril 2012:
9 325,98 euros par an
pour une personne seule
(777,16 euros par mois)
14 479,10 euros par an
pour un couple.
Minimum contributif majoré:
8 142,01 euros par an
pour une personne seule
(soit **678,50 euros** par mois).

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
AGIRC ET ARRCO
Valeurs des points et salaires de
référence au 1^{er} avril 2012

AGIRC à **0,4330 euros**
ARRCO à **1,2414 euros**

Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin
omnipraticien:
23,00 euros.
Au cabinet du médecin
spécialiste:
25,00 euros.

LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE

11

L'Association des cimetières catholiques du diocèse de Pittsburgh, dans l'État de Pennsylvanie, aux États-Unis, a accordé à une compagnie énergétique exploitant du gaz de schiste un droit d'exploitation minière sous onze de ses cimetières. Au grand dam de certains paroissiens mis devant le fait accompli. Dans cet État à l'industrie sinistrée mais considéré comme «l'Arabie saoudite du gaz de schiste», les grandes sociétés du secteur ont offert aux municipalités des camions de pompiers dernier cri ou des équipements informatiques à des écoles primaires étranglées par les réductions drastiques dans les budgets publics. Et bien des particuliers ont accepté des propositions alléchantes sans trop lire les contrats. Ainsi, pour toute compensation de son eau qui sort de ses robinets polluée et inflammable, une telle s'est vu offrir des bonbonnes d'eau. D'autres voient leur bétail dépérir des effets du strontium, qui s'attaque aux os et menace de les envoyer six pieds sous terre. Où ils ne reposeront pas en paix.

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%
Assurance-vieillesse: 6,65%
Assurance-vieillesse déplafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)
Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%
● AGIRC
Cadres tranches B et C: 7,70%
● Cotisation AGFF
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.
2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.
4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 127,05 €
3 enfants: 289,82 €
Par enfant en plus: 162,78 €

Majoration pour âge
des allocations:
35,74 € de 11 à 16 ans
et 63,53 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997, vous ne
recevrez pas ces deux ma-
jorations; vous recevrez
une majoration de 62,90 €
à partir du mois suivant
leur 14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
27,66 euros par jour au
minimum, mais ne peut
dépasser 75% du salaire
journalier de référence
(salaire des douze mois
qui ont précédé la rupture
du contrat de travail).

Vous trouverez tous les détails
dans le tableau «Allocations
chômage» ci-dessous.

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

JUILLET 2012 DU 31/07/2011 AU 31/07/2012 DU 01/01/2012 AU 31/07/2012
-0,4% +1,9% +0,6%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

2^e trimestre 2012, l'indice de référence des loyers atteint 122,96 – évolution sur un an: + 2,20%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation. Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

- ⚡ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;
- ⚡ 57,4% de cet ancien salaire;
- ⚡ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.